



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

prophylaxie

Question écrite n° 18580

Texte de la question

Mme Martine Aurillac * attire l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur les dispositions de l'article L. 2132-2-1 du code de la santé publique instaurant un examen bucco-dentaire de prévention obligatoire et gratuit, au bénéfice de tous les enfants dans l'année qui suit leur 6e et leur 12e anniversaires. Cette excellente mesure de santé publique va prochainement entrer en vigueur. Cependant, une mesure de santé publique efficace, ne peut faire l'économie d'une démarche de prévention collective de proximité, surtout quand on connaît les limites d'une obligation sans réel moyen de sanction, sur un registre qui touche aux habitudes, aux comportements, à la responsabilité individuelle et familiale. Pour que les visites obligatoires à 6 ans et à 12 ans n'aient pas un impact limité, il serait bénéfique qu'elles soient précédées d'une phase de sensibilisation et d'éducation collective et individuelle au sein même des établissements scolaires. Associer les professionnels de santé au milieu scolaire ne peut que contribuer à dédramatiser la future visite au cabinet dentaire, et sensibiliser les enfants et les familles à l'importance de conserver ou de recouvrer une bonne santé dentaire. Elle lui demande quel dispositif de promotion, d'accompagnement et d'évaluation il compte mettre en place pour assurer le succès de cette mesure de santé publique dentaire.

Texte de la réponse

L'examen bucco-dentaire de prévention, obligatoire et gratuit, à six ans et à douze ans, qui figure à l'article L. 2132-2-1 du code de la santé publique, est un examen individuel effectué par un chirurgien-dentiste ou un stomatologiste dans un cabinet dentaire. Outre le diagnostic des pathologies éventuelles et le bilan des soins nécessaires, cet examen doit comprendre notamment une éducation et une motivation à la santé bucco-dentaire en collaboration étroite avec les parents, ainsi que des conseils personnalisés sur l'hygiène alimentaire et le rôle protecteur du fluor. Le souci de sensibilisation et d'éducation à la santé constitue une dimension importante de cette mesure. Le caractère obligatoire de cet examen et son inscription dans le carnet de santé de l'enfant devraient constituer une forte incitation, comparable à celle qui existe notamment dans le domaine des vaccinations. En outre, bien qu'aucune sanction n'ait été prévue, il devrait permettre d'atteindre l'ensemble des enfants de chaque classe d'âge. Il convient d'en attendre des effets positifs, tant en matière de soins précoces que de comportement préventif, en particulier quant aux habitudes d'hygiène et de consultation régulière. Les modalités de promotion, d'accompagnement et d'évaluation de cette mesure seront déterminées prochainement, en concertation avec les acteurs concernés professionnels de santé, assurance maladie, éducation nationale, et feront l'objet d'un accord conventionnel.

Données clés

Auteur : [Mme Martine Aurillac](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18580

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mai 2003, page 3804

Réponse publiée le : 27 octobre 2003, page 8292